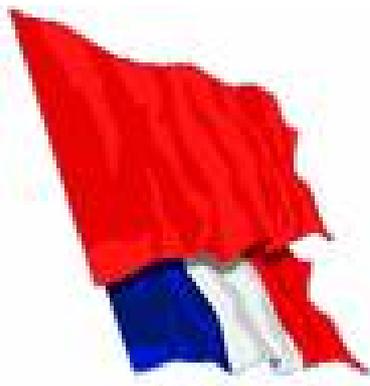


<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article341>



# **Zone euro : si la France n'en sort pas, elle « y restera » !**

- L'Union européenne -



Publication date: mercredi 19 mai 2010

---

**Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés**

---

Répondant à la crise majeure de l'euro par une nouvelle fuite en avant, les dirigeants de la zone euro, notamment l'axe Merkel-Sarkozy, ont pris plusieurs décisions d'une extrême gravité pour les peuples :

a) **avec la collaboration du « socialiste » Papandréou, ils ont mis la Grèce sous tutelle** ; sous couvert d' « aide », les usuriers Strauss-Kahn (FMI), Trichet (BCE), Merkel et Lagarde, tentent d'imposer aux travailleurs grecs un **retour au 19<sup>ème</sup> siècle**. Par bonheur, à l'appel de son parti communiste d'avant-garde, le KKE, et des syndicalistes de classe du PAME, **le peuple grec donne aux peuples de l'UE le signal du soulèvement démocratique contre la dictature européenne sous le drapeau de l'indépendance nationale et du combat contre le grand capital** ;

b) pour sauver à nouveau les spéculateurs et les banques et pour conjurer le **nauffrage de la « monnaie unique »**, les dirigeants de l'UE, RFA en tête, ont décidé d'un méga-plan de soutien dont le seul but est de satisfaire les « marchés », c'est-à-dire le grand capital. Le mensonge du « libéralisme économique » éclate : la « construction européenne » vise à étendre au niveau supranational les ravages du **capitalisme monopoliste d'État** : outre la classe ouvrière, l'ensemble de la société est et serait toujours plus lourdement ponctionnée par le dictatorial État supranational en construction au seul profit du grand capital !

c) bien entendu **ces sommes énormes vont de nouveau être prélevées dans la poche des travailleurs**, salariés, paysans, artisans, professions intermédiaires : cela signifie plus d'impôts pour les classes populaires et moyennes, mise à mort des services publics et des retraites par répartition, baisse dramatique du pouvoir d'achat des salariés, etc. Les créateurs « français » de l'euro, Mitterrand et Chirac, mais aussi le gouvernement Jospin à participation « communiste » (Buffet et Gayssot ont cautionné pendant cinq ans la mise en place de cette énorme machine de guerre anti-populaire qu'est l'euro !), promettaient la croissance. Aujourd'hui, notre pays en proie à l'euro est en voie de désindustrialisation totale, de crise agricole sans précédent, de casse sociale généralisée ; son existence nationale est menacée à terme par le pouvoir le plus antinational, le plus antidémocratique et le plus antisocial que la France ait connu depuis 70 ans !

d) en effet, les dirigeants de l'UE ont résolu, sans aucun mandat des peuples (la France a refusé la constitution supranationale !) et en outrepassant le Traité de Lisbonne (déjà illégitime !), d'**instaurer illégalement un « gouvernement européen »** à la botte des institutions technocratico-financières de Bruxelles ; désormais **Bruxelles validerait le budget des États membres en amont des débats parlementaires : c'est la mort à brève échéance des États-nations !**

e) fidèle toutou de l'UE et du MEDEF, **le gouvernement Sarko-Fillon prépare un nouveau super-plan d'austérité visant à démanteler la fonction publique**, à déstabiliser les retraites par répartition, à **plonger les masses populaires dans la pauvreté et à installer le pays dans la décroissance**, conformément au redoutable schéma « déflationniste » des années trente. Comment dans ces conditions, les chefs confédéraux comme Chérèque et Thibault peuvent-ils encore cautionner les pseudo-négociations sur les retraites. **On ne négocie pas les régressions**, les vrais syndicalistes doivent se démarquer d'urgence des directions ouvertement collaboratrices !

Face à cette escalade anti-populaire, la **social-démocratie n'est qu'un bouclier de papier** : Strauss-Kahn (FMI), Lamy (OMC), Zapatero (Espagne), Aubry (le PS a voté le plan qui strangule la Grèce), sont aussi acharnés que l'UMP contre la souveraineté des nations et contre les acquis populaires : si bien que le soutien systématique du « Front de gauche » au PS obscurcit gravement la perspective politique. Alors que l'euro révèle sa nature de collier-étrangleur des peuples, **le mot d'ordre d' « Europe sociale », porté par la fausse gauche, y compris par son aile « anti-libérale », euro-écologiste, « eurocommuniste » et euro-trotskiste (NPA, LO), devient franchement indécent et social-collaborateur !**

Dans ces conditions, le PRCF [1]- -qui a toujours dit la vérité sur la maudite monnaie unique-,

a) appelle ses militants à amplifier la campagne sous les deux drapeaux, rouge et tricolore, pour le « **produire en France** », le **retrait de la France de la zone euro et de l'UE**, pour une nouvelle **République sociale, démocratique et souveraine en marche vers le socialisme** ; plus que jamais le lien entre indépendance nationale et socialisme est fondamental ; c'est sur ce terrain que va se jouer l'affrontement entre l'oligarchie monopoliste et le mouvement populaire ;

b) invite les organisations franchement communistes, membres ou pas du PCF, à **engager une campagne communiste commune : solidarité avec le PC de Grèce ! Rupture avec l'UE sur des bases progressistes et anticapitalistes** ;

c) met en discussion d'**idée d'une « manif des manif »** pour dénoncer l'ensemble de la politique euro-sarkozyste, sans crainte d'affirmer que le régime UMP (11% des inscrits aux régionales !) et l'UE, recalée par le référendum du 29 mai 2005 et par l'abstention massive aux européennes, n'ont aucune légitimité pour casser notre pays ! Prenons des initiatives concrètes et unitaires pour le « tous ensemble », n'en restons pas aux slogans de manif sabotés par les directions confédérales !

d) appelle tous les progressistes à participer au **rassemblement du 29 mai 2010 à l'Opéra-Bastille à Paris à 16 h, à l'appel de l'Arc Républicain de Progrès**. Disons à la fois à bas l'euro-dictature, oui à une alternative politique fondée sur les principes immortels du CNR : indépendance nationale, progrès social, nationalisation des monopoles bancaires et industriels, laïcité, rôle politique central du monde du travail, paix et coopération internationale entre peuples libres, égaux et fraternels.

**Georges Gastaud**

---

[1] [Pôle de Renaissance Communiste en France.](#)